la cgt ÉDUC' ACTION

CHANGER L'ÉCOLE, CHANGEONS LA SOCIÉTÉ

La CGT Éduc'action syndique tous les personnels de l'Éducation nationale. C'est un syndicat interprofessionnel, féministe, de masse et de lutte de classe. Depuis la réforme de la transformation de la Fonction publique, nombre d'instances ont disparu mais nous nous battons sur le terrain pour instaurer un rapport de force et remporter des victoires. Notre système éducatif comme notre système de santé sont à bout de souffle : ils subissent les mêmes attaques depuis des années. Nous sommes à un point de rupture : refusons les politiques néolibérales et le fatalisme pour défendre l'École publique comme l'Hôpital public, les Services publics indispensables.

▶ CONDITIONS DE TRAVAIL

- *SALAIRE ET PRÉCARITÉ*
- *SENS DU MÉTIER*
- *PROJET D'ÉCOLE*



▶ *LUTTONS POUR DE MEILLEURES CONDITIONS D'ÉTUDE ET DE TRAVAIL*

L'austérité budgétaire a pour conséquence une forte dégradation des conditions de travail de tous les personnels : suppressions de postes, augmentation des effectifs par classe, difficultés à muter, charge de travail qui explose, désorganisation des services. Les suppressions de postes, le gel du point d'indice entraînent un appauvrissement des personnels et dégradent les conditions de travail, ce qui fragilise l'Éducation nationale et aggrave le manque d'attractivité de nos métiers.

Le flot ininterrompu des réformes ainsi que la multiplication de tâches chronophages, souvent vides de sens, engendrent du stress pour les élèves et les personnels. **La pression hiérarchique** touche tous les personnels allant parfois jusqu'au harcèlement. **La santé au travail se dégrade** pour toutes les catégories de personnels face à une pénibilité accrue ou encore face à **l'inadaptation du bâti** (vétusté, amiante..), avec pour conséquences l'augmentation des arrêts de travail et le recours au mi-temps thérapeutique. Le travail ne doit en aucun cas rendre malade et sur ce sujet, comme bien d'autres, la CGT Éduc'action s'engage au quotidien au sein des F3SCT (instances santé au travail) et au plus près des personnels. Les démissions n'ont jamais été aussi importantes et ce n'est pas acceptable. Enfin, **l'inclusion scolaire telle qu'organisée par le ministère,** sans moyens ni formation, affecte fortement élèves et personnels qui se retrouvent en situation de souffrance.

REVENDICATIONS :

- **diminuer les effectifs par classe : 24 max en lycée, 20 en Bac pro, 12 en CAP, 20 en collège et 15 en Éducation prioritaire ;**
- **obtenir des postes pérennes, complets et un système de mutation permettant des mobilités choisies ;**
- **gagner des moyens humains, matériels et de formation pour une réelle inclusion scolaire ;**
- **réduire le temps de travail pour toutes et tous, sans perte de salaire ;**
- **mettre en place une véritable médecine du travail.**

#jevotecgteduc2026

► LUTTONS POUR NOS SALAIRES, NOS RETRAITES ET POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES. STOPPONS LA PRÉCARITÉ

Plus que jamais la nécessité de **l'augmentation des salaires s'impose !** Nous avons perdu au moins un tiers de notre pouvoir d'achat depuis l'an 2000, avec une **véritable accélération** ces dernières années, ce qui a eu, entre autres, pour conséquences l'écrasement des grilles salariales et leur resserrement entre les catégories C et A. Cette précarité sans perspectives d'amélioration est d'autant plus vraie pour les catégories les plus féminisées comme les personnels AESH. Travailler pour moins de 800 euros net par mois ou encore débuter sa carrière à 1,1 fois le SMIC pour les enseignant·es et voir son salaire réel fondre au fur et à mesure de son ancienneté, est inacceptable. À cela s'ajoutent les temps incomplets imposés. Le déclassement n'est plus un simple ressenti, il s'illustre dans les faits et dans les actes, d'autant plus que 20% des personnels de l'Éducation nationale sont contractuels : enseignant·es, AESH, AEd, Personnels Administratifs Techniques, Sociaux et de Santé…

Les heures supplémentaires, les missions particulières ou les primes sont un facteur d'inégalité et de concurrence entre les personnels. Elles sont aussi sources d'inégalités femmes-hommes et ne devraient pas être nécessaires pour avoir un salaire décent.

Rappelons-le encore et toujours, **la retraite à 60 ans est possible** en établissant l'égalité salariale entre les femmes et hommes, en créant des emplois et en compensant vingt années de décrochage salarial. Ces réformes ont été imposées **malgré l'opposition massive du monde du travail. La CGT a eu un rôle moteur** dans les luttes pour la défense de la retraite ces dernières années.

À rebours des politiques gouvernementales, la CGT Éduc'action exige le renforcement de la Fonction publique au service des usagers et usagères, avec des personnels sous statut de fonctionnaires.



« La retraite à 60 ans est possible. »



REVENDICATIONS :

- **obtenir le dégel du point d'indice et son indexation sur l'indice des prix et le rattrapage des pertes subies ;**
- **exiger une augmentation indiciaire immédiate pour toutes et tous de 400 euros net par mois ;**
- **supprimer le jour de carence et les 10% de traitement en moins à partir du deuxième jour d'arrêt en CMO ;**
- **obtenir une grille unique pour tou·tes les fonctionnaires avec le même rythme d'avancement sur un seul grade ;**
- **s'opposer aux salaires en dessous de 2200 euros net par mois ;**
- **rattraper les retards de carrière dus à la parentalité ;**
- **gagner la retraite à 60 ans, à taux plein et le déroulement de carrière sur 37.5 ans ;**
- **intégrer les primes et indemnités dans le traitement indiciaire ;**
- **obtenir un statut de catégorie B pour les AEd et les AESH ;**
- **gagner une grille unique nationale pour les non-titulaires ;**
- **titulariser les contractuel·les sans condition de nationalité ou de concours.**

> ***Œuvrons à notre liberté pédagogique et réapproprions-nous notre outil de travail, la pédagogie.***





▶ REDONNONS DU SENS À NOS MÉTIERS

Beaucoup de personnels souffrent de la précarité dans leur travail, qu'ils soient titulaires ou non : service partagé, isolement, outils imposés sans réelle formation… Tout ceci contribue à une perte de sens de leur métier corrélée à la destruction du Service public d'Éducation.

Les réformes successives des dernières années, à tous les niveaux de notre système éducatif, ont contribué à fragmenter les savoirs et les savoir-faire au lieu de les articuler et visent à détruire les diplômes et les qualifications. C'est une École du tri social, de la mise en concurrence et du tout-évaluation qui s'impose. À l'inverse, nous défendons des choix de pédagogies critiques qui luttent contre les processus de domination. **Œuvrons à notre liberté pédagogique et réapproprions-nous notre outil de travail, la pédagogie. Nous avons besoin de retrouver des collectifs de travail non imposés par l'Institution.**
Nous avons besoin de davantage de personnels dans les services au bénéfice des élèves et des personnels, qu'ils soient personnels administratifs, infirmier·ères, assistant·es sociaux·ales. Réinvestissons l'Éducation prioritaire : augmentons les moyens pour mettre fin aux conséquences des déterminismes sociaux et pour donner le plus à ceux et celles qui ont le moins. Prenons en compte la ruralité car l'École doit mailler **l'intégralité du territoire,** c'est inhérent à notre engagement pour le Service public !

La CGT Éduc'action porte un projet collectif cohérent et en rupture avec le système actuel : **une École de l'émancipation œuvrant à l'épanouissement** immédiat et à long terme des élèves, les aidant à se construire. Une École qui ne se contente pas de l'enseignement des fondamentaux mais qui ouvre sur le monde.

REVENDICATIONS :

- **obtenir l'abrogation de toutes les réformes de tri social ;**
- **défendre notre liberté pédagogique ;**
- **avoir un temps de concertation sur le temps de service, avoir un fonctionnement collégial et un droit à la formation sur le temps de service ;**
- **gagner une réforme ambitieuse de l'Éducation prioritaire avec une carte rénovée intégrant les lycées, les LP et ouverte à la ruralité ;**
- **obtenir un plan de requalification ambitieux et massif des postes d'ATSS ;**
- **conquérir la nationalisation de l'enseignement privé sous contrat : l'argent public pour l'École publique.**

▶ CONSTRUISONS NOTRE PROJET D'ÉCOLE À REBOURS DES IDÉES RÉACTIONNAIRES

Les réformes réactionnaires des dernières années visent à la construction d'une société réactionnaire, anti-classes populaires. Cette École, où règne un management de plus en plus toxique et la brutalité hiérarchique est d'une grande violence pour les élèves et les personnels.

Cette volonté idéologique de destruction de l'École publique trouve un **écho et des relais médiatiques** visant à dénigrer la Fonction publique et les fonctionnaires. Dans ce contexte de fascisation, les gouvernements successifs, pour satisfaire à la frange réactionnaire de leur électorat, ont également fait entrer l'armée dans l'École avec les « classes de défense » ou l'expérience avortée du SNU. Dans cette situation internationale de plus en plus incertaine, il est **inadmissible de vouloir préparer les esprits à la guerre.** Nos élèves ne seront pas votre chair à canon ! Nous sommes également opposé·es à l'entrée de plus en plus massive de l'entreprise et de l'esprit entrepreneurial au sein de l'École. Le Capital et ses corollaires réactionnaires et le libéralisme autoritaire s'imposent sans complexe.

Nous constatons également un entrisme de plus en plus important de l'extrême droite dans nos instances. Notre administration a le devoir de protéger ses personnels et ses élèves contre les **attaques des associations de parents d'élèves d'extrême droite.** Les attaques contre les droits des femmes sont à combattre et le programme ÉVARS à défendre. Nos droits et moyens syndicaux sont également à préserver pour agir au plus près des collègues.

Face à ces attaques multiformes, **nous devons imposer notre projet d'École, une École qui protège les élèves et les personnels. À ce titre, la CGT Éduc'action, syndicat résolument anti-raciste, lutte contre toutes les formes de discrimination pour l'émancipation des élèves.**

> *« Cette volonté idéologique de destruction de l'École publique trouve un écho et des relais médiatiques »*



REVENDICATIONS :

POUR NOTRE PROJET D'ÉCOLE :

- exiger la fin de la militarisation de l'École ;
- conquérir le lycée unique et polytechnique ;
- obtenir une véritable Éducation à la Vie Affective Relationnelle et Sexuelle avec des moyens dédiés ;
- s'opposer à la sélection à l'entrée à l'université via Parcoursup ;
- exiger la fin des stages de 3ème et de 2nde technologique et générale ;
- gagner une allocation d'études pour les étudiant·es.

POUR NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ :

- défendre les élèves sans papiers, mineur·es isolé·es, l'accès réel à la scolarisation et au logement ;
- obtenir la gratuité réelle de l'École (transports, restauration...) ;
- obtenir de nouveaux droits (congé hormonal avec ASA de droit...).

#jevotecgteduc2026

CONTACT :
01 55 82 76 55
unsen@cgteduc.fr
fb : *CGT-Éducaction*
insta : *@cgteducaction*
Bluesky : *@cgteduc.fr*